

L'ABEILLE

De la Nouvelle Orleans
Fondée le 1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI, 14 AVRIL 1921

No. 15

VOL. 95

Exemption de Droits de Douane Pour le Mexique

Nos lecteurs, et nous en avons beaucoup, qui sont intéressés à l'exportation de marchandises au Mexique, pourront apprécier l'avis que nous avons reçu par l'entremise de l'Association de Commerce, au sujet de l'exemption des frais consulaires de 3%, que le gouvernement Mexicain avait l'habitude de prélever sur toutes factures. Cette exemption naturellement n'est pas que pour certains articles, et ne doit pas s'appliquer à toutes marchandises envoyées dans la République Mexicaine.

Dès le 1er avril, les marchandises et denrées suivantes seront exemptées des frais consulaires:

Toutes machines au service de l'industrie, des mines, de l'agriculture, et tout les instruments et accessoires de tout travail artistique; le zinc en plaques perforés, l'acide sulfurique pour l'usage des mines, le pétrole crû, l'aluminium en limailles, et en granulations, à l'usage exclusif des mines. Les brouettes sont exemptées de frais, pourvu qu'on s'en serve pour l'industrie, l'agriculture, ou le travail des mines. Les acides boriques, acétiques, citriques, chromiques, formiques, phosphoriques, lactiques, nitriques, oxaliques, tincture de bois, et acides tartariques. Les alcalins, cyaniques, l'hyposulphate, le sodium, le sulphate de cuivre, la dynamite, la poudre pour les mines, et autres explosifs.

Une Lettre de M. Lafargue

Nous recevons de Washington une lettre de notre rédacteur, Monsieur Lafargue, que nous prenons plaisir à publier:

"Je viens d'avoir une très longue et très cordiale entrevue avec Son Excellence, Monsieur Jules J. Jusserand, Ambassadeur de France, qui m'a dit qu'il était enchanté d'apprendre que le Times-Picayune avait fait acquisition de l'Abeyille, et que ce journal à l'avenir pouvait compter sur l'appui précieux de son grand et puissant confrère. L'Ambassadeur m'a fait valoir qu'il s'était toujours très vivement intéressé à l'Abeyille, dont il connaît toute l'histoire et tout le passé si intéressant et si intimement lié aux origines et au développement de la Louisiane. Il trouve que notre organe doit s'intéresser tout particulièrement aux choses de la Louisiane, puis qu'il est journal Louisianais, ce qui cependant ne doit l'empêcher de défendre les intérêts Français et de maintenir dans toute leur intensité les souvenirs du vieux pays qui autrefois nous a fondé. Il approuve le côté historique donné à notre publication. Il est aussi d'avis que nous devrions relater les faits qui se passent dans nos campagnes créoles et dans la région où le culte du souvenir de la France est toujours vivace et où on tient encore à parler cette langue.

Il est tout disposé à faire tout ce qu'il peut pour nous aider à mener à bonne fin notre tâche et souhaite à notre journal longue vie et prospérité.

Washington.—Le département de l'agriculture prévoit que la récolte de blé d'hiver, aux Etats-Unis, sera d'à peu près 621 millions de boisseaux.

UNE GRANDE BIENFAITRICE



MME JOHN DIBERT

Une bienfaitrice de grand cœur. Elle a donné des milliers de dollars à la plupart des grandes œuvres charitables de notre ville. Pour ses gestes bienfaisants, elle reçut la coupe d'argent du Times-Picayune de l'année dernière.

Exportation de Grains du Port de la Nouvelle-Orléans

Durant le mois de mars, approximativement sept millions de boisseaux de grains ont été expédiés à l'étranger par le port de la Nouvelle-Orléans.

Ces chiffres nous sont donnés par Monsieur Geo. S. Colby, inspecteur en chef de grains, du Board of Trade.

En mars 1920 les exportations se montaient à 1,881,017 boisseaux. Donc, malgré les pessimistes et les alarmistes, il nous semble que nous faisons, dans certaines directions, de très grands progrès commerciaux.

Durant le mois dernier, quarante-quatre cargo-boats ont quitté notre port chargés de grains. De ce nombre, trente et un portaient chacun un chargement de plus de 100,000 boisseaux.

Durant les deux premiers mois de l'année présente la France a exporté plus qu'elle n'a importé. C'est la première fois que cela arrive depuis la période qui a précédé la guerre. La France s'abstient autant que possible d'acheter à l'étranger, surtout sur les marchés où sa monnaie est dépréciée.

Le Commerce International

Jeudi, vendredi et samedi, de la semaine dernière, il y a eu une conférence à la Nouvelle-Orléans qui aura appelé l'attention des exportateurs et importateurs des Etats-Unis, et plus encore, qui fera comprendre aux économistes de l'Europe que les Etats-Unis d'Amérique vont travailler à conserver et à agrandir leur commerce mondial.

Le crédit à longs termes, qui depuis tant d'années a été l'arme offensive et défensive, dans la bataille pour la suprématie commerciale, et qui, si l'Allemagne ne s'était pas laissée ensorceler par le démon du militarisme, l'aurait indubitablement rendue la maîtresse du monde, ce crédit à longs termes, disons-le en toute franchise, que l'Américain a dédaigné comme un système trop lent et trop encombrant, pour le commerce, il le comprend maintenant et veut s'en servir.

Les directeurs de la Federal Reserve Bank d'Atlanta s'assemblèrent, la semaine passée, pour discuter le moyen de venir en aide aux exportateurs de coton, le principal produit du Sud. En temps normal le coton s'exportait rapidement et le remboursement se faisait par traites documentaires sur les filatures européennes, tirées à 60 ou 90 jours. Depuis le disloquement du commerce de la vieille Europe, depuis la destruction par les Vandales, des usines Belges et Françaises, il n'y a plus que des dettes effrayantes à tel point, qu'on se demande si elles seront jamais remboursées.

Voilà pourquoi, les filatures européennes ne pouvant plus trouver les crédits nécessaires dans leurs banques locales, et nos exportateurs de leur côté, se trouvant dans le même dilemme, le commerce du monde devient immobilisé.

Les directeurs de la Banque Fédérale ont agement compris qu'il fallait remédier au mal, et alors ont invité à cette conférence les directeurs de la Federal International Banking Company et au si Messieurs Eugène Meyer, Jr., et Dwight F. Davis, directeurs de la War Finance Corporation, et envoyés spécialement de Washington afin de discuter le problème des crédits à longs termes comme remède contre l'inertie des affaires.

La Banque Fédérale ainsi que la War Finance Corporation, d'après ce que nous en ont dit les directeurs, apprécient le travail déjà très important, accompli par la Federal International Banking Company, et veulent coopérer à ce travail afin de donner l'impulsion nécessaire au commerce de l'exportation.

L'Abeyille, il y a quelques semaines de cela, expliquait à ses lecteurs le Edge Bill permettant le fonctionnement de la Federal International Banking Company. Nous sommes heureux de dire que cette banque, dont le siège sera toujours à la Nouvelle-Orléans, donne pleine et entière satisfaction, dans la mesure de ses fonctions.

Cependant, le gouvernement, ou plutôt la nouvelle administration, étant très désireuse de donner un nouvel essor au commerce, a invoqué, par le moyen de la War Finance Corporation, la loi Webb-Pomerene, qui conjointement avec l'application de la loi Edge permettront

Suite à la deuxième page

Le discours de M. Harding

Le président Harding, dans son adresse du 12 courant au 67ème congrès à Washington, parmi ses nombreuses recommandations, a fait les déclarations suivantes:

RELATIONS AVEC L'ETRANGER

—Les Etats-Unis n'entreront pas en paix séparée avec les puissances de l'Europe Centrale, car un traité de la sorte serait incomplet. Un état de paix technique entre les Etats-Unis et l'Allemagne sera considéré par une déclaration Congressionnelle.

SOCIETE DES NATIONS.—L'Amérique ne prendra aucune part dans la Société des Nations. Le pacte de la S. D. N. ne sera pas sanctionné par nous.

INTERIEUR: CHEMINS DE FER.—Les tarifs et les dépenses d'opération des chemins de fer doivent être réduits.
BONNES ROUTES — L'encouragement des lois régularisant l'aide fédérale.

Londres.—On annonce que le groupe de financiers allemands dirigé par Hugo Stinnes a acheté de vastes concessions dans plusieurs provinces de la Russie soviétique.